

Le Monde 30 janvier

" Quand le clivage gauche-droite s'efface, c'est l'identité qui s'impose "

Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, s'interroge sur le brouillage des lignes politiques

Gilles Finchelstein est directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, proche du Parti socialiste. Ancien compagnon de route de Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici, il vient de publier *Piège d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie* (Fayard, 224 pages, 17 euros).

Vous dressez, au début de votre essai, un diagnostic particulièrement sombre de l'état de notre démocratie. Pourquoi ?

Notre démocratie n'est pas seulement attaquée de l'extérieur, elle est également ébranlée de l'intérieur. D'abord, son idée même est moins unanimement partagée. Comme l'a montré l'étude " Fractures françaises ", que la Fondation Jean-Jaurès a réalisée en avril 2015 avec *Le Monde* et Sciences Po, 40 % des sympathisants du Front national, et même 10 % de ceux qui ne le sont pas, estiment qu'un autre système pourrait être aussi bon. Ce n'est pas rien. Ensuite, la culture -démocratique est entrée en crise. J'entends par là ce mélange d'exigence de compromis, de respect de l'autre et de prise en compte du temps nécessaire aux processus de délibération et de -décision qui constitue le fondement de la vie démocratique. Autant de denrées qui, aujourd'hui, se font de plus en plus rares. Enfin, le clivage gauche-droite, qui structurait la démocratie, est profondément brouillé.

Comment en est-on arrivé là ?

Il faut déjà bien mesurer d'où nous partons ! La France, plus que d'autres, a vécu le clivage gauche-droite comme un absolu. A la fin des années 1970, cette opposition gauche-droite couvrait un champ infini et avait un tour radical : les divergences ne portaient pas sur des mesures mais sur des visions de la société. Trente ans plus tard, ce clivage n'est plus hégémonique – même si ce serait une erreur d'analyse que de penser qu'il a disparu. Il s'est relativisé au fil des alternances, des cohabitations et des ouvertures. Il a été percuté par la construction européenne, qui ne peut fonctionner qu'avec des compromis entre sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens – et ce clivage sur l'Europe a traversé chaque camp. Enfin, l'économie mondialisée et numérisée a posé, et pose encore, un enjeu de compétitivité qui s'impose à chacun. Ce sentiment d'indifférenciation des politiques a légitimé des affiliations plus fluctuantes. J'ai été très frappé de ce que quatre millions d'électeurs passent de droite à gauche ou de gauche à droite pendant la dernière campagne présidentielle !

Autant, sinon davantage, que ce brouillage des lignes, n'est-ce pas la " droitisation " qui caractérise le plus fondamentalement notre actuel paysage politique ?

Au niveau des résultats électoraux, la droitisation est une réalité, mais récente : il y a seulement quatre ans, la gauche occupait un nombre de positions de pouvoir inédit dans toute son histoire.

Au niveau de ce que l'on appelle l'autopositionnement des électeurs, alors oui, il y a une droitisation spectaculaire. Même dans les -périodes où la gauche était au plus bas dans les urnes, comme en 1992-1993, on trouvait autant de Français qui se déclaraient de gauche que de droite. Aujourd'hui, ils sont -environ près de 40 % à se dire de droite et pas beaucoup plus de 25 % à se revendiquer de gauche.

Au niveau des valeurs, c'est plus complexe. Sur les questions de société, la France a continué à aller vers la gauche. Un exemple : le -mariage pour tous. Il est aujourd'hui majoritairement accepté, y compris par la droite, ce qui n'était pas le cas au moment où le pacs fut adopté, en 1999. Sur les questions régaliennes, en -revanche, comme la sécurité ou l'immigration, le durcissement est impressionnant et renforcé encore ces derniers mois avec la -conjonction du terrorisme et de la crise des réfugiés. Sur les questions économiques et sociales, enfin, c'est plus ambivalent : d'un côté, on constate une demande de protection de l'Etat ; de l'autre, un recul de l'attachement au principe de redistribution. Au final, il y a bien une droitisation, même si notre pays reste singulier par rapport à d'autres.

Où réside cette singularité ?

Dans le rapport à l'économie de marché, à la mondialisation, à l'intervention de l'Etat. En France, le profit reste plus décrié et l'égalité davantage valorisée que dans la plupart des pays voisins.

Bref, la France, contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là, n'est pas en train de devenir " macronienne " ...

Attention, ce n'est pas si simple ! Les Français sont de plus en plus nombreux à penser que la recherche de l'égalité ne doit pas se faire au détriment du mérite, de la création et du risque. Et il y a une conscience désormais très claire de l'impossibilité du statu quo qui explique l'intérêt que suscite Emmanuel Macron.

Si la frontière gauche-droite se brouille, n'assiste-t-on pas, à l'inverse, -à une exacerbation des tensions -à l'intérieur de chaque camp ?

Chez Les Républicains, la crise – de projet, de stratégie, de leadership – me semble profonde. Sur la question de l'identité et la place de l'islam, par exemple, il y a un vrai fossé -entre les conceptions de Nicolas Sarkozy et celles d'Alain Juppé. Au Parti socialiste, et au risque d'être paradoxal, les divergences étaient plus profondes au début des années 1980 entre Rocard et Chevènement qu'elles ne le sont aujourd'hui entre les gouvernements Ayrault ou Valls et les frondeurs. A l'époque, le clivage portait sur l'économie de marché ou la place de la France en Europe. Les divergences actuelles ne portent – au moins en apparence – que sur l'affectation d'une poignée de milliards. Hier,

la fracture était une question de vision, aujourd'hui, c'est une question de curseur.

En revanche, et je vous rejoins sur ce point, le clivage entre le PS et une autre partie de la gauche s'est creusé, peut-être irréductiblement. Aujourd'hui, et pas seulement en France, une partie de la gauche ne souhaite au fond plus gouverner. Pis, elle ne souhaite pas non plus que la social-démocratie gouverne. Pour certains, comme Jean-Luc Mélenchon, c'est même désormais le clivage peuple-oligarchie qui se substitue au clivage gauche-droite.

Pourquoi, au fond, célébrez-vous autant le clivage gauche-droite ?

Parce que c'est, à mes yeux, un clivage de liberté. Il n'assigne personne à un vote. Il ne dit pas où sont le bien et le mal – chacun peut se forger son opinion, et même en changer ! Quand le clivage gauche-droite s'efface, c'est l'identité qui s'impose. L'identité, ce peut être la géographie : si on habite en Ecosse ou en Catalogne, le vote se fait en fonction de cette appartenance. Ce peut être aussi la religion : regardez le Liban, où la répartition des principaux postes de l'Etat dépend de celle-ci. Ce peut être enfin la communauté, la tribu ou l'ethnie dans tant et tant de pays. Alors, le vote n'est pas un élément de l'identité mais l'identité dicte le vote. Prenons garde à ne pas nous engager sur cette voie.

Les élections présidentielles -se structurent généralement autour d'un débat, d'un clivage. Que presentez-vous pour 2017 ?

Parmi les campagnes présidentielles, il y a celles qui s'articulent autour de " figures libres " et celles qui se nouent autour de " figures imposées ". Les figures imposées, c'est quand l'opinion impose le thème de la campagne, comme en 2002 avec l'insécurité. Les figures libres, c'est quand chaque candidat peut imposer sa thématique, comme en 2007. Que sera 2017 ? La question reste ouverte car deux sujets écrasent les autres dans -l'opinion : l'économique et le social, d'un côté, l'immigration et la sécurité, de l'autre – disons l'égalité et l'identité. Or, cette question de l'identité, aujourd'hui en dynamique incontestable, est un piège. Pour la gauche, si elle l'évite. Pour la droite, si elle continuait de l'exacerber. Pour la démocratie, car il s'agit de sujets hautement inflammables sur lesquels le compromis est bien plus difficile à trouver.

Pourquoi dites-vous que la gauche ne doit pas éluder cette question ?

Je suis peut-être à contre-courant, alors je m'explique. La nation est née à gauche avec la Révolution française. Mais, au fur et à mesure que la gauche s'est emparée de la question -sociale, la droite a essayé de préempter la question nationale. La gauche, prise globalement, a fini par ne plus oser parler de la -nation. Ce terrain non seulement n'était pas le sien, mais, en plus, il la divisait... Les choses ont brutalement changé en 2015. Dans un monde en désordre, face aux menaces terroristes et aux bouleversements qu'entraîne la mondialisation, cette question de " l'identité de la France ", pour reprendre le titre d'un grand livre de l'historien Fernand Braudel, se pose à nouveau – et partout !

Quel discours la gauche peut-elle tenir sur l'identité pour ne pas se confondre avec la droite ?

Elle doit donner sa propre vision de l'identité de la France, qui ne se résume pas à la religion, ni à un passé chloroformé. J'ajoute que si l'on veut avoir une petite chance que la campagne ne porte pas que sur l'identité, la gauche doit repenser en profondeur la question de l'égalité. L'égalité limitée à la seule -redistribution fiscale est une impasse. Compte tenu des augmentations d'impôts depuis 2011 et de la faiblesse des marges de manœuvre budgétaires, le slogan de la -fameuse " grande réforme fiscale " suscite à la fois du scepticisme et de l'inquiétude – cela fait beaucoup ! On peut réformer notre système fiscal mais il faut être plus ambitieux : école, formation, santé, logement, ville, il y a tant à faire pour construire une vraie égalité des chances.

MM. Hollande et Valls, depuis les attentats et les élections régionales de la fin 2015, semblent plus ou moins souhaiter -précisément ce que vous dénoncez ?

Qu'il y ait des moments d'unité nationale, notamment après des attentats comme ceux que l'on a connus en 2015, cela me paraît indispensable. Qu'il y ait des sujets de consensus national, cela me paraît souhaitable – je défends par exemple la recherche d'un socle républicain commun sur l'immigration et la laïcité.

En revanche, l'idée d'une grande coalition à l'allemande me semble une fausse bonne idée, même si elle est plébiscitée par les Français. Elle suppose l'adoption de la proportionnelle intégrale – qui seule obligerait à cette grande coalition. Nous aurions alors une démocratie sans alternance possible. Les électeurs n'auraient d'autre pouvoir que de modifier à la marge l'équilibre de cette grande coalition, sauf à basculer dans l'impasse populiste, en l'occurrence le FN. Plutôt que pour une coalition des réformistes, je plaide donc pour que les réformistes de chaque bord mènent le combat afin de conquérir l'hégémonie dans chacun de leur camp.

Propos recueillis par Thomas Wieder